

**ASSOCIATION DE DÉFENSE
ET DE PRÉVENTION
POUR LA JEUNESSE
(A.D.P.J.)**

Siège Social : 469 Rue Jean Richepin
BP 58
95122 ERMONT Cedex
N° SIRET : 78586128700
Code APE : 8899 B

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

SUR LES COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31/12/2018

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2018



JÉGARD

LÉO JÉGARD & ASSOCIÉS

EXPERTISE COMPTABLE, AUDIT ET CONSEIL

23, RUE DU CLOS D'ORLÉANS
94120 FONTENAY SOUS BOIS
TÉL. : 01 48 73 69 91 – FAX. : 01 48 75 40 43
bienvenue@jegard.com - www.jegard.com

**ASSOCIATION DE DÉFENSE
ET DE PRÉVENTION
POUR LA JEUNESSE
(A.D.P.J.)**

Siège Social : 469 Rue Jean Richepin
BP 58
95122 ERMONT Cedex
N° SIRET : 78586128700
Code APE : 8899 B

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2018

Aux Membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.P.J., relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période de janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus :

Nous attirons votre attention sur la note n° 1 de l'annexe des comptes annuels :

- au point 3, concernant les dérogations aux principes comptables
- au point 6 A qui traite de l'approbation du résultat par l'autorité de tarification.
- au point 6 H qui traite de la provision pour les indemnités de départ à la retraite

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 823-9 et R 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduit à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités administratives assurant le financement des établissements (et services) de l'association.

Les notes n°6, 7 et 8 de l'annexe récapitule des conditions définitives d'affectation des résultats précédents

Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la manière dont a été comptabilisée l'affectation définitive du résultat conformément aux décisions des dits financeurs au cours de l'exercice et la manière dont ces arrêtés modifient ou non les comptes annuels de l'association. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale,

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la trésorière et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 12 juin 2019

Le Commissaire aux Comptes
LÉO JEGARD & ASSOCIES
Représenté par,

Franck NACCACHE
Associé



COMPTES ANNUELS

| BILAN PASSIF | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|---------------------|---------------------|
| Fonds propres | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 182 915.23 | 182 915.23 |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | 509 873.50 | 498 472.01 |
| Report à nouveau | 229 057.07 | 222 983.49 |
| Résultat de l'exercice | 9 502.93 | 85 992.18 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise : | | |
| - Apports | | |
| - Legs et donations | | |
| - Résultats sous contrôle de tiers financeurs | -80 564.51 | -112 802.55 |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | | |
| Provisions réglementées | 138 256.43 | 132 508.59 |
| Droit des propriétaires (commodat) | | |
| FONDS ASSOCIATIFS | 989 040.65 | 1 010 068.95 |
| Compte de liaison | | |
| Provisions pour risques | 25 601.48 | 26 801.48 |
| Provisions pour charges | 151 832.42 | 126 779.57 |
| Fonds dédiés : | | |
| - Sur subventions de fonctionnement | 47 044.64 | 32 877.64 |
| - Sur autres ressources | | |
| PROVISIONS ET FONDS DEDES | 224 478.54 | 186 458.69 |
| Emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2) | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| Avances et acomptes reçus sur commande en cours | 92 245.81 | 26 309.18 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1) | 19 509.99 | 14 336.60 |
| Dettes fiscales et sociales | 264 949.75 | 279 355.63 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 53 709.78 | 48 130.23 |
| Produits constatés d'avance | | |
| DETTES (1) | 430 415.33 | 368 131.64 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 1 643 934.52 | 1 564 659.28 |
| (1) Dont à plus d'un an | | |
| (1) Dont à moins d'un an | 19 509.99 | 14 336.60 |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |
| ENGAGEMENTS DONNES | | |
| Legs nets à réaliser : | | |
| - acceptés par les organes statutairement compétents | | |
| - autorisés par l'organisme de tutelle | | |
| Dons en nature restant à payer | | |

ADPJ (Comptes globaux)

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Page 3

| COMPTE DE RESULTAT - Première Partie | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|---------------------|---------------------|
| Produits d'exploitation (1) | | |
| Ventes de marchandises | | |
| Prestations de services facturées | | |
| - Prix de journée | 964 356.49 | 991 526.12 |
| - Dotation globale | 630 987.00 | 647 804.00 |
| - Autres | | |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitation | 170 832.00 | 169 402.00 |
| Reprises sur provisions amortissements, transferts de charges | 9 211.15 | 42 432.87 |
| Cotisations | 100.00 | 234.00 |
| Autres produits (hors cotisations) | 49 710.10 | 65 243.03 |
| TOTAL I | 1 825 196.74 | 1 916 642.02 |
| Charges d'exploitation (2) | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variations stock de marchandises | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | 35 834.18 | 35 299.80 |
| Variation stocks matières premières et approvisionnements | | |
| Autres achats et charges externes | 192 212.98 | 210 613.43 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 120 622.93 | 118 062.33 |
| Salaires et traitements | 1 054 861.31 | 1 056 451.25 |
| Charges sociales | 363 945.28 | 366 724.21 |
| Dotation aux amortissements et aux dépréciations | | |
| Sur immobilisations : dotation aux amortissements | 31 277.58 | 26 692.13 |
| Sur immobilisations : dotation aux dépréciations | | |
| Sur actif circulant : dotation aux dépréciations | | |
| Pour risques et charges : dotation aux provisions | 6 750.00 | 11 130.81 |
| Autres charges | 0.78 | 1.10 |
| TOTAL II | 1 805 505.04 | 1 824 975.06 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 19 691.70 | 91 666.96 |
| Quotes parts de résultat sur opérations faites en commun | | |
| Excédent ou déficit transféré III | | |
| Déficit ou excédent transféré IV | | |
| (1) Droit produits afférents à des exercices antérieurs | | |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | |

| COMPTE DE RESULTAT - Deuxième Partie | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|-----------------|------------------|
| Produits financiers : | | |
| Produits financiers de participation | | |
| Produits autres valeurs mobilières | 2 670.23 | 8 154.22 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Reprise sur dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| Différence positive de change | | |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL V | 2 670.23 | 8 154.22 |
| Charges financières : | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL VI | | |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | 2 670.23 | 8 154.22 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI) | 22 361.93 | 99 821.18 |
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 8 257.84 | 4 372.16 |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur dépréciations, provision et transferts de charges | 2 010.00 | |
| TOTAL VII | 10 267.84 | 4 372.16 |
| Charges exceptionnelles : | | |
| Sur opérations de gestion | 675.00 | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions | 7 757.84 | 4 372.16 |
| TOTAL VIII | 8 432.84 | 4 372.16 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | 1 835.00 | |
| Impôt sur les sociétés (IX) | 527.00 | 887.00 |
| TOTAL DES PRODUITS | 1 838 134.81 | 1 929 168.40 |
| TOTAL DES CHARGES | 1 814 464.88 | 1 830 234.22 |
| SOLDE INTERMEDIAIRE | 23 669.93 | 98 934.18 |
| + Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | 14 167.00 | 12 942.00 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 9 502.93 | 85 992.18 |
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Produits | | |
| Bénévolat | | |
| Prestations en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Total | | |
| Charges | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Personnel bénévole | | |
| Total | | |



A D P J
469, rue Jean Richepin
95120 ERMONT

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, caractérisés par les données suivantes :

| | |
|---|----------------|
| - Total du bilan | 1 643 934.52 € |
| - Total du compte de résultat (<i>Produits</i>) | 1 838 134.81 € |
| - Résultat de l'exercice (<i>Excédent</i>) | 9 502.93 € |

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.
Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêté par le Conseil d'Administration de l'Association ADPJ en date du jeudi 11 avril 2019.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Note n°1 **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

NOTES RELATIVES AU POSTE DU BILAN

NOTES SUR L'ACTIF

| | |
|----------|-----------------------------|
| Note n°2 | Tableau des immobilisations |
| Note n°3 | Tableau des amortissements |
| Note n°4 | Tableau des dépréciations |
| Note n°5 | Etat de créances |

NOTES SUR LE PASSIF

| | |
|-----------|--|
| Note n°6 | Tableau de variation des fonds propres |
| Note n°7 | Tableau explicatif du report à nouveau |
| Note n°8 | Tableau explicatif des résultats sous contrôle de tiers financeurs |
| Note n°9 | Tableau explicatif du résultat de l'exercice |
| Note n°10 | Tableau des provisions pour risques et charges |
| Note n°11 | Tableau de suivi des fonds dédiés |
| Note n°12 | Etat des dettes |

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

| | |
|-----------|-----------------------------------|
| Note n°13 | Produits d'exploitations |
| Note n°14 | Charges et produits exceptionnels |

AUTRES INFORMATIONS

| | |
|-----------|--|
| Note n°15 | Activité |
| Note n°16 | Effectif moyen |
| Note n°17 | Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés |





NOTE N°1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 de l'autorité des normes comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- de l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- de l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires.

2. CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Il a été fait application de méthodes comptables identiques à celles de l'exercice précédent.

3. DEROGATION AUX PRINCIPES COMPTABLES

Provisions pour risques et charges

Des contraintes particulières sont imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations. Pour tenir compte de ces contraintes, certaines provisions pour risques et charges attribuées par les autorités de tutelle ne représentent pas des passifs tels qu'ils sont définis dans le règlement du CRC 2000-06.

Au 31/12/2018, le solde des provisions pour risques et charges est de :
177 433.90 €

Fonds dédiés

Le CITS a été comptabilisé en fonds dédiés à hauteur de 14 167 € pour le financement d'actions qui permettront des économies futures. Cette décision devra être validée par les autorités de tarification.





4. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE :

Pour le service AEMO

Pour répondre aux besoins en évolution des AEMO et AED, nous avons été autorisés et avons trouvé une candidate pour un CDD de 12 mois devant se transformer en CDI en 2019.
Un effectif de 11,50 ETP a donc été budgété en 2018.

Malencontreusement nous avons dû faire face à deux absences successives pour longue maladie et une carence de candidatures pour remplacer ces éducateurs.

De fait le CDD pour surcroît d'activité a permis de pallier ces absences mais pas d'augmenter l'activité.
C'est pourquoi nous rétablissons ce Compte Administratif à un effectif de 10,50 ETP.

A noter que nous avons alerté au dernier trimestre l'ASE et le service de tarification sur le risque de présenter une activité déficitaire du fait de planning surchargés des chefs de service de territoire rendant difficile l'organisation de RDV avec les familles en demande d'AED.

Nous présentons un déficit comptable de **-4 952.40 €**, et un résultat corrigé 2018 de 4 315.60 € compte tenu de la variation congé payé, 9 268.00 €.

Nous proposons d'affecter ce résultat en réserve de compensation des déficits d'exploitation.

Pour le Service de Prévention Spécialisée (SPS) Eaubonne – Soisy – Taverny,

Nous présentons un résultat comptable excédentaire de **11 714.98 €**, que nous proposons d'affecter au financement de mesures d'exploitation.

Pour le Service Administratif (SAD)

Nous présentons un résultat comptable excédentaire de **166.70 €**

Nous soumettons à l'approbation de notre autorité de tarification de l'affecter en réserve de compensation.

Pour la Gestion Propre

Pour 2018, le résultat excédentaire de **2 573.65 €**, s'explique par la subvention du REFER reçue en 2018.

Nous demandons au Conseil d'Administration dans la séance de ce jour, de bien vouloir affecter cet excédent en report à nouveau excédentaire.





5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

NEANT

6. LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES ONT ETE LES SUIVANTES :

A - AGREGATION DES COMPTES ANNUELS

L'association gère des services dont la gestion est contrôlée avec des activités différentes :

- AEMO Action éducative en milieu ouvert
- SERVICE DE PREVENTION SPECIALISEE : Eaubonne – Soisy - Taverny
- SAD Service administratif

L'association gère également la comptabilité des fonds propres.

Ces services tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. En fait compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent réglementairement exister.

B - IMMOBILISATION INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 3 à 5 ans.

C - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| - Ensemble immobilier : | 5 à 50 ans |
| - Installations techniques | 5 à 10 ans |
| - Agencement, aménagements | 10 ans |
| - Matériel de transport | 4 à 5 ans |
| - Matériel de bureau et informatique | 3 à 10 ans |





D - STOCK : néant

E- CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

F - VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT :

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition par rapport au cours de la bourse.

G- PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont constituées en vertu de dispositions réglementaires qui sont les suivants :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du CASF)
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du CASF)
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du CASF)

H - PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Nous continuons de provisionner les indemnités de fin de carrière sur les 3 services, pour les salariés pouvant prétendre à un départ à la retraite dans les 2 à 4 ans à venir.

I - DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A PAYER :

La dette provisionnée pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales afférentes sont comprises dans les autres dettes.

En application de l'avis du CNC n°2007-05 la dette provisionnée pour congés à payer a été comptabilisée en totalité au 1^{er} janvier 2018 pour un montant de 48 494,54 € dans le compte 114 « Dépenses refusées par l'autorité de tarification ».

La variation de la dette a été comptabilisée en baisse des charges pour un montant de 11 704 € et fera l'objet d'une affectation après clôture de l'exercice au compte 1162 « Dépenses pour congés payés ».

ADPJ Comptes globaux

Note n°3 TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

| IMMOBILISATIONS | Amortissements cumulés au début de l'exercice | augmentation | diminution | virement poste à poste | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
|---|---|---------------|---------------|------------------------|---|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| Frais établissement | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 17 848 | 1 196 | | | 19 046 |
| TOTAL (I) | 17 848 | 1 196 | | | 19 046 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | 71 038 | 2 412 | | | 73 451 |
| Installations techniques, matériel et outillage | | | | | |
| Installations générales, aménagements divers | 144 348 | 257 | | | 144 605 |
| Matériel de transport | 161 547 | 23 950 | 10 240 | | 175 257 |
| Matériel de bureau et informatique | 23 984 | 3 473 | 3 532 | | 23 923 |
| Mobilier | 35 005 | 120 | | | 35 125 |
| Autres | 2 517 | 89 | | | 2 606 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| TOTAL (II) | 438 439 | 30 301 | 13 772 | | 454 967 |
| TOTAL (I+II) | 456 287 | 31 497 | 13 772 | | 474 013 |

Note n° 4 TABLEAU DES DEPRECIATIONS

| NATURE DES DEPRECIATIONS | Montant début exercice | Dotation exercice | Reprise exercice * | Montant fin exercice |
|------------------------------|------------------------|-------------------|--------------------|----------------------|
| Sur immobilisations : | | | | |
| - incorporelles | | | | |
| - corporelles | | | | |
| - financières | | | | |
| Sur stocks et en cours | | | | |
| Sur comptes clients | | | | |
| Autres dépréciations | | | | |
| TOTAL | | | | |
| Dont dotations et reprises : | | | | |
| - d'exploitation | | | | |
| - financière | | | | |
| - exceptionnelle | | | | |

Néant

ADPJ Comptes globaux

Note n° 5 ETAT DES CREANCES

| CREANCES | | MONTANT BRUT | DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF | |
|--|---|-----------------|----------------------------------|-------------------|
| | | | à un an au plus | à plus d'un an |
| De l'actif immobilisé | Prêts (1) | | | |
| | Autres immobilisations financières | 2 520 | | 2 520 |
| l'actif circulant | Créances art. 35 ou 58 < Dotation Globale ou Prix Journée à recevoir | | | |
| | Usagers et comptes rattachés | | | |
| | Autres créances | 13 962 | 13 962 | |
| | Charges constatées d'avance | 312 | 312 | |
| | TOTAL | 16 794 | 14 274 | 2 520 |
| | (1) Montant : | | | |
| | - Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| | - Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |

ADPJ Comptes globaux

NOTES SUR LE PASSIF

Note n° 6 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

| NATURE DES FONDS PROPRES | Montant début exercice | Affectation résultats et retraitement | + | - | Montant fin exercice |
|---|------------------------------|---|---------------|--------------|----------------------------|
| FONDS PROPRES | 182 915 | | | | 182 915 |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | | | | | |
| - apports sans droit de reprise | 182 915 | | | | 182 915 |
| - subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 498 472 | 11 401 | | | 509 873 |
| Statutaires ou contractuelles | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | |
| Autres réserves réglementées : | | | | | |
| - investissement | | | | | |
| - compensation | 131 238 | 11 401 | | | 142 639 |
| - couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie) | | | | | |
| Autres réserves | 367 234 | | | | 367 234 |
| Report à nouveau (voir note 7) | 222 984 | -11 915 | | | 211 069 |
| Résultat de l'exercice (voir note 9 et 10) | 85 992 | -85 992 | 9 503 | | 9 503 |
| AUTRES FONDS ASSOCIATIFS | -112 802 | 50 227 | | | -62 575 |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | | | | |
| - apports avec droit de reprise | | | | | |
| - legs et donation | | | | | |
| - subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables | | | | | |
| - Résultats sous contrôle de tiers financeurs (note 8) | -112 802 | 50 227 | | | -62 575 |
| Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables | | | | | |
| Provisions réglementées | 132 508 | | 7 758 | 2 010 | 138 256 |
| - provisions destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement | | | | | |
| - provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | | |
| - amortissements dérogatoires (voir note 10) | | | | | |
| - différences sur réalisations d'éléments d'actif | | | | | |
| - autres provisions réglementées | 132 508 | | 7 758 | 2 010 | 138 256 |
| Immobilisations grevées de droits (Commodat) | | | | | |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 1 010 069 | -36 279 | 17 261 | 2 010 | 989 040 |

Affectation du résultat de l'exercice en provision (note 10)

Affectations CA 2014

Autres affectations (en diminutions des charges à payer)

Autres affectations (en diminutions des créances)

TOTAL

| |
|---------------|
| 26 314 |
| 9 965 |
| 36 279 |

ADPJ Comptes globaux

Note n° 7 TABLEAU EXPLICATIF DU REPORT A NOUVEAU

| Nature du report à nouveau | Montant début Exercice | + | - | Montant fin Exercice |
|---|------------------------|---|------------------|----------------------|
| Dépenses refusées (114) : - dépenses refusées par l'autorité de tarification en application de l'article R.314-52 du CASF (114-1) - dépenses inopposables à l'autorité de tarification (114-2) | -48 789.53 | | 2 812.26 | -51 601.79 |
| Dépenses refusées (119) Report à nouveau gestion libre (110 - 119) | 271 773.02 | | 9 103.37 | 262 669.65 |
| TOTAL | 222 983.49 | | 11 915.63 | 211 067.86 |

Note n° 8 TABLEAU DES RESULTATS SOUS CONTRÔLE DE TIERS FINANCEURS

| Nature des résultats sous contrôle de tiers financeurs | Montant début Exercice | + | - | Montant fin Exercice |
|---|------------------------|------------------|---|----------------------|
| Report à nouveau des résultats soumis à l'approbation de l'autorité de tarification (115) : | -32 658.41 | 38 518.25 | | 5 859.84 |
| Dépenses non opposables (116) : - amortissements comptables excédentaires différés (116-1) - dépenses pour congés à payer (116-2) - autres droits acquis par les salariés (116-3) | -80 144.03 | 11 709.00 | | -68 435.03 |
| TOTAL | -112 802.44 | 50 227.25 | | -62 575.19 |

Note n° 9 TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

| RESULTAT | |
|--|-----------------|
| Résultats soumis à l'approbation de l'autorité de tarification - AEMO | -4 952.40 |
| Résultats soumis à l'approbation de l'autorité de tarification - SAD | 166.70 |
| Résultats des activités contrôlées (subventions) - ADPJ SPS | 11 714.98 |
| Résultat des activités en gestion libre - GESTION PROPRE | 2 573.65 |
| SOLDE | 9 502.93 |

ADPJ Comptes globaux

Note n° 10 TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| NATURE DES PROVISIONS | Montant début exercice | Affectation résultats et retraitements | Dotation exercice | Reprise exercice * | Montant fin exercice |
|---|------------------------|--|-------------------|--------------------|----------------------|
| Provisions pour risques et charges | | | | | |
| Provisions pour risques | | | | | |
| Provisions pour départ à la retraite | 58 175 | | 6 750 | | 64 925 |
| Provisions pour charges | | | | | |
| Provisions pour grosses réparations | | | | | |
| Provisions pour ARTT | | | | | |
| Autres provisions risques et charges | 95 406 | 26 314 | | 9 211 | 112 509 |
| TOTAL | 153 581 | 26 314 | 6 750 | 9 211 | 177 434 |
| Dont dotations et reprises : | | | | | |
| - d'exploitation | | | | | |
| - financière | | | | | |
| - exceptionnelle | | | | | |

Affectation du résultat de l'exercice 2017 en provision (note 6)

Affectation d'une provision en réserve de trésorerie

TOTAL

26 314

26 314

* dont :

- reprise des provisions utilisées :

- reprise des provisions devenues sans objet :

Note n° 11 TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

a) Subventions de fonctionnement affectées

| Situations | Montant initial | Fonds à engager au début de l'exercice (compte 194) | Utilisation en cours d'exercice (compte 7894) | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894) | Fonds restants à engager en fin d'exercice |
|--------------|------------------|---|---|---|--|
| Ressources | | A | B | C | D= A-B+C |
| AEMO | 7 669.00 | 7 669.00 | | 8 519.00 | 16 188.00 |
| SPS | 18 708.64 | 18 708.64 | | 5 648.00 | 24 356.64 |
| GP | 6 500.00 | 6 500.00 | | | 6 500.00 |
| Total | 32 877.64 | 32 877.64 | | 14 167.00 | 47 044.64 |

ADPJ Comptes globaux

Note n°12 ETAT DES DETTES

| DETTES | MONTANT BRUT | DEGRE D'EXIGIBILITE | | |
|---|-----------------|---------------------|-------------------------------|--------------------|
| | | 1 an au plus | à plus d'un an moins 5 ans | à plus de 5 ans |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) | 92 246 | 92 246 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 19 510 | 19 510 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 264 950 | 264 950 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Dépôts des hébergés | | | | |
| Autres dettes | 53 710 | 53 710 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 430 416 | 430 416 | | |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |

ADPJ Comptes globaux

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

| Note n°13 DETAIL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | |
|--|---------------------|
| Produits d'exploitation | Montants |
| Produits issus de la tarification | |
| - AEMO Prix de journées | 964 356.49 |
| Subventions d'exploitation | |
| - liste des établissements (et/ou secteur d'activité) | |
| Dotation globale SPS | 630 987.00 |
| Villes EAUBONNE - SOISY - TAVERNY | 143 332.00 |
| Autres produits | |
| - VVV | 6 000.00 |
| - Partenariat Divers | 21 500.00 |
| -Cotisations | 100.00 |
| - Reprises sur provisions - amortissements transfert cha | 9 211.15 |
| - Autres produits & Produits financiers | 49 710.10 |
| TOTAL | 1 825 196.74 |

| Note n°14 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS | |
|---|-----------------|
| Détail des charges | Montants |
| 687 Dot amortissement exceptionnel | 7 757.84 |
| 6712 Pénalités | 675.00 |
| TOTAL | 8 432.84 |

| Détail des produits | Montants |
|-------------------------------|------------------|
| 775000 Cession d'actifs | 7 757.84 |
| 778000 Produits exceptionnels | 500.00 |
| 78742 Reprise sur provision | 2 010.00 |
| TOTAL | 10 267.84 |

| | |
|------------------------------|-----------------|
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 1 835.00 |
|------------------------------|-----------------|

ADPJ Comptes globaux

Note n° 15 ACTIVITE

| | |
|-------------------------------|---------|
| Capacité installée | 99 645 |
| Nombre de journées constatées | 101 572 |
| Taux d'occupation | 101.93% |

Note n° 16 EFFECTIF MOYEN

| | ETP |
|---------------------------------|--------|
| Personnel de direction | 1 |
| Personnel médical & paramédical | 1.126 |
| Personnel encadrement CSE | 4 |
| Personnel éducatif | 19.5 |
| Personnel de service | 1.75 |
| Personnel administratif | 5.6 |
| TOTAL | 32.976 |

Note n° 17 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération totale des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés prévue à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, conduit indirectement à donner une rémunération individuelle, elle n'est donc pas mentionnée.